

SIX MOIS DE MOUVEMENTS SOCIAUX EXCEPTIONNELS MAIS ...QUI ONT ATTEINT LEURS LIMITES !

La loi travail est mauvaise, voire très mauvaise en ce qu'elle déconstruit la législation du travail. Mais ce n'est pas parce qu'elle est mauvaise pour les salariés que la loi El Khomri a été le détonateur d'un mouvement social. D'ailleurs, le gouvernement Hollande n'a pas vu venir ce mouvement social.

Pour le gouvernement, les syndicats institutionnels et la gauche en général, il s'agissait de laisser faire un petit tour dans la rue et puis tout le monde rentrait dans le rang bien encadré par les apparatchiks traditionnels. Mais cela ne s'est pas déroulé comme prévu. Pourquoi ?

Parce que la gauche, les syndicats et le gouvernement n'ont pas compris les fondements de ce mouvement social et politique. Ils ont donc été surpris par sa vigueur et sa longévité. Après plus de 6 mois de manifestations et d'occupations, le mouvement social s'interroge et bute sur son efficacité et son prolongement. Que faire donc ?

1) Un mouvement social sans grève !!

Voilà un mouvement social qui a pris à contre-pied le gauchiste traditionnel. Dans le schéma de l'extrême gauche, tout mouvement passe par une grève générale interprofessionnelle.

Or précisément, les salariés qui étaient majoritairement opposés à la loi travail, ont développé des stratégies pour éviter de faire grève tout en participant au mouvement social. Pourquoi ? Parce que confusément, les salariés perçoivent qu'ils ne vont pas « bloquer la production » puisque la structure sociale d'un pays comme la France a largement évolué et que le rapport travail/capital n'est plus le l'élément central de la lutte révolutionnaire.

Ce qui explique l'importance des manifestations de rue, importance que le gouvernement de gauche n'a pas comprise de suite.

Concernant les grèves, elles ont donc été faibles dans tous les secteurs privés et publics de l'économie et particulièrement dans les bastions syndicaux de la fonction publique. Le taux de grévistes a rarement dépassé 5% à la SNCF, à La Poste, à l'EDF ou dans les collectivités territoriales. Quant aux enseignants, ils n'ont pas participé à ce mouvement social. Ils se sont même opposés à ce que les jeunes lycéens se mobilisent dans les établissements.

Paradoxalement, c'est sans doute pour cette raison que ce mouvement social n'a pas été étouffé par les « institutionnels » et les salariés à statut.

2) Un mouvement minoritaire très déterminé

Pour qu'un mouvement dure plusieurs mois, rythmé par une manifestation toutes les semaines, il faut une base sociale non négligeable et mobilisée.

Le mouvement a été porté par la jonction entre une fraction des étudiants mobilisés et organisés et une frange de la jeunesse qui a vécu le mouvement contre le CPE et qui aujourd'hui a un pied dans un stage, un autre dans un CDD, un autre dans pôle emploi, un autre dans un squatt. Cette frange de la jeunesse est aussi celle qui est frappée par les « petits boulots » institués depuis une vingtaine d'années. Ils peuvent bosser à temps partiels dans un supermarché, à la chaîne dans des plate formes logistiques, en intérim dans des grosses boîtes. C'est en fait le résultat à la fois de la « désindustrialisation » et du détricotage des statuts.

Toute cette jeunesse a mûri et s'est organisée autour de luttes sociétales (ZAD, etc..) et non autour de luttes sociales dans des « entreprises » puisque les « entreprises » ont elles-mêmes été morcelés. Cette jonction s'est ainsi opérée dans plusieurs villes, là où les manifestations ont été les plus offensives : Nantes, Rennes, et dans une moindre mesure Toulouse, Lille ou Paris.

A Rennes, plusieurs organisations « assembléistes » ont vu le jour à côté des syndicats: « Ag Rennes2 » et « Ag-interpro » qui regroupent plusieurs milliers de jeunes déterminés. Ce sont eux qui ont mené la lutte. C'est ce mouvement et surtout sa radicalité qui ont obligé les syndicats à suivre. D'une certaine manière, ces mouvements traversent aussi certaines organisations syndicales (SUD et dans une moindre mesure la CGT localement).

C'est donc la manifestation de ceux qui n'ont pas de « statuts classiques » de salariés et qui, phénomène nouveau, sont dans des petites entreprises privées. Ceci explique pourquoi les manifestations sont les lieux de rencontres de cette jeunesse non encartée et non syndiquée. Et c'est aussi dans les manifestations que cette jeunesse « s'exprime », ciblant très clairement l'ennemi : le capitalisme bancaire et financier (casse des banques), la spéculation immobilière, le blocage économique des entreprises les plus pourries et... les représentants locaux du PS. Ainsi dès le 9 avril 2016, les manifestations ont été à l'affrontement dans ces villes avec les forces de police.

3) Les 3 phases de répression policière

a) la stratégie de la peur

Le gouvernement a mis quelques semaines pour réagir. L'essentiel pour la gauche et les socialistes était que les lycéens ne se joignent pas massivement à ce mouvement radical. Hollande et Cazeneuve ont donc joué la carte de la répression massive pour dissuader cette jeunesse de manifester. Ils ont été d'abord aidé en cela par le corps enseignant qui a joué un rôle réactionnaire vis à vis de la mobilisation dans les lycées et dans les universités.

C'est ainsi qu'à Rennes par exemple, la stratégie policière directement pilotée par le ministre de l'intérieur a été de faire peur à cette jeunesse : emploi massif de grenades lacrymogènes dès le début des manifestations en avril et en mai, emploi des DLB 40, charges des brigades spéciales départementales et de la BAC.

A Rennes, en 2 mois, la police a tiré 1400 grenades lacrymogènes, plus de 200 balles en caoutchouc faisant 269 blessés dont 54 hospitalisés et un jeune éborgné.

Cette phase qui a connu son apogée le 28 avril visait à décourager le « bon père de famille », le salarié à statut intégré dans la société et le petit jeune pas trop motivé de venir dans les manifestations.

b) Des arrestations massives

Le nombre d'arrestations avoisine les 2000 sur l'ensemble de la France. Beaucoup de jeunes ont été traduits devant les tribunaux avec des peines lourdes (au minimum 4 mois avec sursis).

Parallèlement, certains locaux syndicaux ont été systématiquement surveillés (Solidaires à Rennes) et plusieurs dizaines de jeunes ont été interdits de séjour dans le centre ville et à chaque manifestation. L'objectif de la police et du ministre de l'intérieur était de « décapité » ceux qu'ils désignaient comme des meneurs ou des organisateurs.

c) Des manifestations nassées

La dernière phase de la stratégie policière a été de tenter de « nasser » les manifestations et les manifestants et de les cantonner à des parcours éloigné des centres villes.

Cette dernière stratégie a été débordée essentiellement parce que le nombre de manifestants nécessitaient un nombre de policiers très important et très coûteux : survol systématique par un hélicoptère, encadrement sur les trottoirs, barrages de plusieurs rues.

Globalement, cette stratégie répressive a échoué puisque les manifestations ont persisté dans des conditions difficiles et dangereuses. Il en aurait été autrement si les manifestations offensives n'avaient pas été limitées à quelques villes, ce qui permettait au gouvernement de concentrer les forces répressives sur ces villes : CRS, de gardes mobiles, de brigades spéciales, hélicoptères, etc..

Il reste que le gouvernement socialiste a développé la plus forte répression depuis 1968.

Il reste aussi que l'on cherche encore les personnalités, les universitaires, les intellectuels pour prendre en charge la solidarité avec les arrêtés, pour protester contre la répression, pour proclamer un « j'accuse » vis à vis de la gauche et du parti socialiste

3) Un mouvement social qui atteint ses limites

Multiplier les manifestations, c'est bien.. Multiplier les affrontements avec les forces de répression, c'est bien. Mais cela a ses limites. Le mouvement social l'a compris mais ne sait quelles réponses apporter. La tentative d'occuper des lieux de lutte, de discussion et de réflexion était une réponse technique à un problème politique. A Rennes, l'occupation de la salle de la cité (ex maison du peuple) se voulait être un moyen d'enraciner ce mouvement social durablement. Le député maire socialiste de Rennes qui a senti le danger a déployé des moyens considérables (le RAID) pour faire évacuer cette salle. Cette salle mythique qui accueillent les transmuscules va d'ailleurs rester fermée et murée pour...éviter toute nouvelle occupation !

Mais ce mouvement social s'interroge : que faire aujourd'hui ?

S'il est évident que le mouvement a dépassé la simple loi El komri, il se heurte déjà à tous ceux qui voudraient les distraire de leur radicalité. Deux écueils se profilent:

Le premier, c'est de se faire ramener dans les urnes par ceux qui font croire qu'ils ont des « solutions alternatives » au capitalisme, mélanchonnistes et autres souverainistes voire l'extrême-gauche électoraliste. Mais ce premier risque est limité car les animateurs de ces mouvements sociaux ont démontré par les affrontements contre les CRS qu'ils ne voyaient aucune solution dans les urnes.

Le deuxième écueil, c'est de limiter la lutte au mouvement social qui, en attendant le grand soir, inventerait le passage à de nouvelles formes sociales et économiques. Croire que que l'on se déconnecte de l'économie mondiale par un « produire local ».

Il est tout à fait logique que les animateurs de ce mouvement social exceptionnel s'interrogent. Il n'apparaît plus possible de multiplier les manifestations au risque de s'épuiser et de s'exposer inutilement. Certes les luttes contre les injustices et les inégalités sont nécessaires et vont continuer tout simplement parce que la précarisation des statuts, la corruption et l'exclusion vont générer inévitablement des réactions. Il faut en être, il faudra en être, bien entendu.

En fait, il nous semble que la seule perspective réaliste est de profiter de cette lutte pour promouvoir, de façon plus globale, la destruction radicale du système, et le passage à de nouvelles formes sociales et économiques.

Mais à condition d'avoir les idées claires sur l'analyse du monde et du capitalisme.

Le recours massif à l'automatisation de la production a permis des gains concurrentiels, produit une inutilité relative d'un bon nombre de travailleurs. Mais le système capitaliste a besoin, de s'appuyer sur cette inutilité relative pour que se maintienne, la valeur, la force de travail étant la seule « marchandise » susceptible de créer plus de valeur qu'elle n'en coûte. Face à cette contradiction, le capitalisme est confronté à une inéluctabilité de la dévalorisation de la valeur. Le travail, devenu inutile, veut paradoxalement affirmer sa nécessité. Or il ne s'agit pas de revendiquer une « reconnaissance des travailleurs », mais plutôt développer une extraction plus agressive de la plus value par une précarisation et un délitement sans fin. Cette tendance lourde va se traduire sur le plan politique par des législations « appropriées »(loi El Khomri, Loi Macron, etc..), quelle que soit la marionnette qui sera au pouvoir

La financiarisation « stade suprême » du capitalisme, accentue ce délitement en déconstruisant les acquis et les statuts sociaux dans la pays riches mais mondialement, la financiarisation capitaliste déconstruit les coopérations économiques régionales ou mondiales : l'europe, le mercosur, l'asean... En réalité, que ceux qui appellent de leur vœux la « démondialisation » se rassurent, ils ne font qu'accompagner la logique de la financiarisation capitaliste qui émiette, délite les états et les institutions antérieures (Syrie, Lybie, Irak, etc..) !

La difficulté est de prendre en compte ces deux éléments dans les luttes sociales pour ne pas désespérer de leur issue et surtout pour ne pas accentuer leurs effets dévastateurs.

Ceci nous amène donc à faire la proposition suivante : Organiser des « comités – peuple monde ». L'appellation n'est peut être pas vendeuse, mais elle permet au minimum de cadrer ce que l'on veut ce que l'on ne veut pas. C'est indiquer que :

- Les mouvements sociaux aussi nécessaires soient-ils, n'auront pas de déboucher dans un cadre national.
- Les mouvements sociaux sont directement « politiques » car les luttes traditionnels (grève, etc..) sont de plus en plus inefficaces.
- Le capitalisme étant passé à niveau de répression très élevée, il est nécessaire de développer des formes de soutien et de solidarité.
- L'heure n'est pas à la constitution de « partis » fussent-ils « révolutionnaires » pour participer inévitablement à la financiarisation capitaliste.
- L'heure est aussi à l'unité des peuples contre le 1% qui domine la planète, contre l'émiettement et le chaos qui en résultent.